EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 15 décembre 2022

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 34 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Gérard BRAMOULLE - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Didier PARAKIAN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Georges ROSSO - Michel ROUX - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - David YTIER.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Amapola VENTRON représentée par Christian AMIRATY - Olivier FREGEAC représenté par Arnaud MERCIER - Roland GIBERTI représenté par Laurent SIMON.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Éric LE DISSES.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-012-12850/22/BM

■ Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée 818 C 199 située 4 rue du Jarret à Marseille 4ème arrondissement, au bénéfice de la SCCV Marseille Françoise Duparc en vue de la réalisation d'une résidence étudiante 37623

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de réalisation du programme immobilier ayant pour but la construction d'une résidence étudiante d'une capacité de 122 chambres sise 4 rue du Jarret à Marseille par la SCCV Marseille Françoise Duparc, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à la cession d'une parcelle de terrain en nature de délaissé, nécessaire à la réalisation de cette opération.

La ville de MARSEILLE était propriétaire de cette parcelle de terrain à usage de voirie, sise 4 rue Jarret, cadastrée section 818 C numéro 199 d'une contenance de 74 m² et intégrée à son domaine public.

Par suite de la création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole selon l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000, il a été opéré un transfert de compétences en matière de création, aménagement, et entretien sur l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique appartenant aux dix-huit (18) communes membres en ce compris la ville de MARSEILLE.

En application dudit arrêté préfectoral susvisé, et par délibération numéro 7/521/CC en date du 21 décembre 2001, le Conseil municipal de la ville de MARSEILLE a décidé de transférer définitivement le droit de propriété ainsi que les droits et obligations afférents aux voies composant le domaine public routier.

A cet effet, un procès-verbal de constat en vue du transfert en pleine propriété des voies du Domaine Public Routier de la commune de Marseille numéro 02/1052 en date du 17 janvier 2002 a désigné l'ensemble des voiries transférées en pleine propriété à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et notamment la voie sise à Marseille, 4 rue du Jarret, objet des présentes.

Par suite, lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, elle s'est donc substituée dans les compétences de ladite Communauté urbaine et cette parcelle a donc intégré le Domaine public routier métropolitain.

Il a été confirmé aux termes d'une délibération du conseil métropolitain en date du 1^{er} juin 2021 la désaffectation d'un retrait d'alignement rue du Jarret à Marseille, 4^{ème} arrondissement et il a été procédé à son déclassement du Domaine public routier métropolitain, conformément aux dispositions de l'article L 2141-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le transfert en pleine propriété du bien à la Métropole Aix-Marseille-Provence étant constaté, la Métropole et la Société dénommée SCCV Marseille François Duparc se sont entendues sur un prix de cession de ladite parcelle et sur les modalités de la cession projetée impliquant que la Métropole soit en mesure de produire son titre de propriété.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien à 7 700 € (sept mille sept cents euros).

Ainsi, le projet d'acte annexé à la présente délibération réitère le transfert de propriété de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi dûment titrée et l'acquéreur a donné son accord sur les modalités de la présente transaction financière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- Le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Il est précisé que par délibération du 16 décembre 2022, la Ville de Marseille confirmera le transfert de propriété de la parcelle cadastrée 818 C 199 à la Métropole Aix-Marseille-Provence permettant ainsi la réalisation de la cession à la SCCV par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13204000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération n° HN 001 8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat du 21 mars 2022 ;
- La délibération du 1^{er} juin 2021 n° VOIMOB 025-271/21/CT de désaffectation et de déclassement.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession au profit de la SCCV Marseille Françoise Duparc de la parcelle de terrain cadastrée section 818 C 199 située 4 rue du Jarret, Marseille 13004, permettra de réaliser une résidence étudiante.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la cession de la parcelle cadastrée section 818 C 199 de 74 m² non bâtie sise 4 rue du Jarret à Marseille (13004), au profit de la SCCV Marseille Françoise Duparc pour un montant de 7700 euros ainsi que le projet d'acte ci-annexé.

Article 2 :

Maître Bonetto – notaire à Marignane - est désigné pour rédiger et finaliser l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est mis à la charge de la SCCV Marseille Françoise Duparc.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2022 et suivants – Sous Politique C130 – Fonction 588.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Certifié Conforme,
Le Conseiller Délégué,
Patrimoine et Politique immobilière

Christian AMIRATY